

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille , le 17 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IWT (Industrial Water Treatment)

1, rue Buster Keaton
69800 Saint-Priest

Références : IC-R/0221/24-SD/SL
Code AIOT : 0005106026

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement IWT (Industrial Water Treatment) implanté Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 13/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à une fuite d'acide chlorhydrique sur une tuyauterie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IWT (Industrial Water Treatment)
- Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005106026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IWT (ex. Suez Eau Industrielle) gère sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul les installations suivantes :

- les installations de traitement des eaux résiduelles des sociétés présentes sur la plate-forme ainsi que de la société PLC et des effluents tiers ;
- les réseaux d'eaux pluviales ;
- les installations de production d'eau brute, d'eau filtrée et d'eau déminéralisée destinées aux différents ateliers de la plate-forme.

Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008.

Contexte de l'inspection :

- Incident - pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accident	AP Complémentaire du 07/07/2008, article 2.5.1	Mesures d'urgence	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 13 juin 2024, l'inspection des installations classées a été informée par le bureau de la sécurité civile et de la gestion des crises de la préfecture de l'Oise d'une fuite sur une canalisation d'acide chlorhydrique sur la plate forme de Villers Saint Paul.

L'inspection des installations classées a réalisé une inspection le même jour et a constaté la présence d'acide chlorhydrique sur une surface d'environ 10 m² superficiellement sur le chemin de halage bordant la plate-forme.

La tuyauterie concernée par la fuite a été purgée immédiatement et n'est plus utilisée.

L'inspection a demandé à l'exploitant des actions pour évaluer l'étendue de la pollution et la traiter ainsi que contrôler les tuyauteries concernées pour supprimer le risque de fuite à un autre endroit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2008, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Contexte :

Le 13 juin 2024 à 11h10, l'inspection des installations classées est informée par le bureau de la sécurité civile et de la gestion des crises de la préfecture de l'Oise d'une intervention en cours menée par le SDIS sur la commune de Villers Saint Paul et plus précisément sur le chemin de halage bordant la plateforme chimique de Villers-Saint-Paul. Cette action serait due à une pollution qui proviendrait de l'usine ARKEMA.

A 11h30, un second message précise que la pollution serait acide d'un volume de 2 litres sur 2 m².

L'inspection des installations classées n'a pas été contactée par un représentant de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul.

L'inspection des installations classées contacte les exploitants de la plate-forme chimique afin de connaître précisément la nature de la pollution et l'origine de cette dernière. La pollution est, selon les premières informations, liée à une fuite d'une tuyauterie d'acide chlorhydrique exploitée par la société IWT (exploitant de la station d'épuration de la plate-forme) située à proximité immédiate du chemin de halage en bordure de propriété. Selon l'exploitant, de l'acide est présent sur le chemin de halage en petite quantité.

L'exploitant précise que la tuyauterie a été purgée dès le constat de la fuite.

L'accès au chemin de halage est balisé et fermé par des barrières. L'exploitant est présent en permanence pour prévenir les éventuels passages et empêcher les personnes de traverser la zone.

Action de l'inspection :

A 14h30, l'inspection des installations classées est présente sur les lieux de l'incident.

Sur les lieux l'inspection constate :

- la présence d'acide chlorhydrique sur une surface d'environ 10 m² superficiellement sur le chemin de halage ;
- la présence de barrières pour empêcher le passage de part et d'autre de la zone impactée par la fuite d'acide chlorhydrique ;
- la tuyauterie d'acide chlorhydrique enterrée dégagée par l'exploitant afin d'isoler la bride qui est à l'origine de la fuite.

L'exploitant a donc débuté les recherches de fuite sur la tuyauterie d'acide chlorhydrique. Cette tuyauterie relie un bassin d'effluents acides situé dans la zone désignée 32ter à la station d'épuration (STEP) de la plate-forme. Cet acide est utilisé sporadiquement pour corriger le pH de la STEP. Cette tuyauterie est dans sa première partie aérienne puis partiellement enterrée.

La fuite est détectée et concerne une bride située sur la partie enterrée. Au niveau de la fuite, la tuyauterie est parallèle au mur constitué de béton qui compose la limite de propriété. A cet endroit la tuyauterie est située au-dessus du niveau du chemin de halage. Cette différence de niveau explique notamment la présence l'acide chlorhydrique sur le chemin de halage.

Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant, avant la remise en service de la tuyauterie d'acide chlorhydrique :

- de contrôler sur la totalité de la partie enterrée de la tuyauterie l'éventuelle présence de bride ou autre équipement pouvant être à l'origine d'une fuite ;
- le cas échéant, de contrôler ces équipements afin de s'assurer de l'absence de fuite.

Par ailleurs, il a été demandé :

- de contrôler les tuyauteries parallèles à celle d'acide chlorhydrique (dont une tuyauterie de soude) dans le but de rechercher une potentielle fuite ou équipement pouvant en générer ;
- d'évaluer l'étendue de la pollution et de mettre en œuvre les traitements appropriés.

L'exploitant devra justifier des moyens mis en œuvre pour évaluer l'étendue de la pollution et son traitement.

Un rapport contenant l'ensemble des éléments prévus à l'article R. 512-69 du code de l'environnement et intégrant a minima les éléments précédents devra être remis à l'inspection des installations classées sous 15 jours. Ce dernier pourra être complété ultérieurement dans le cas d'actions menées en dehors de ce délai et notamment les recherches de fuites sur les tuyauteries et le traitement de la pollution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition n°1 : Un arrêté de mesures d'urgence est proposé afin d'encadrer les actions à mener par l'exploitant dans le cadre de la fuite de la tuyauterie d'acide chlorhydrique.

Observation n°1 : Il a été rappelé à l'exploitant que l'inspection des installations classées devait être prévenue dans les meilleurs délais suivant la détection d'un incident ou d'un accident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 15 jours